

---

## Quelle sortie de crise pour la Russie?

---



**Jeffrey Mankoff**

*Mars 2010*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

***Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.***

**Centre Russie/NEI**

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2010**

**ISBN : 978-2-86592-680-0**

**IFRI**

27 RUE DE LA PROCESSION  
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE  
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00  
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60  
E-MAIL : [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

**IFRI-Bruxelles**

RUE MARIE-THERESE, 21  
1000 BRUXELLES  
TEL. : 32(2) 238 51 10  
FAX : 32 (2) 238 51 15  
E-MAIL : [info.eurifri@ifri.org](mailto:info.eurifri@ifri.org)

SITE INTERNET : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

---

## **Russie.Nei.Visions**

---

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques et politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (*peer-review* et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou obtenir des informations complémentaires), vous pouvez écrire à l'adresse suivante : [info.russie.nei@ifri.org](mailto:info.russie.nei@ifri.org)

### **Derniers numéros**

- Bobo Lo, « La Russie, la Chine et les États-Unis : quel avenir pour ce triangle stratégique ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 47, janvier 2010 ;
- Timofeï Bordatchev, « Géorgie, Obama, crise économique : quels impacts sur la relation Russie-UE ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 46, janvier 2010 ;
- Andreï Tsygankov, « "Occidentalistes et "sinophiles" dans la politique étrangère russe », *Russie.Nei.Visions*, n° 45, décembre 2009.

Retrouvez la bibliothèque de la collection *Russie.Nei.Visions* en ligne via PearlTrees : <[www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/map/1\\_87829/](http://www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/map/1_87829/)>.

## Auteur

---

Jeffrey Mankoff, spécialiste de la Russie et de l'espace post-soviétique, est directeur associé d'études de sécurité internationale à l'Université de Yale et chercheur associé au programme Russie du *Council on Foreign Relations* (CFR). Auparavant, il a été lauréat de la bourse John M. Olin et a travaillé comme chercheur sur les questions de sécurité nationale à l'Institut des études stratégiques Olin (Olin Institute for Strategic Studies) à l'Université de Harvard et a bénéficié de la bourse Henry Chauncey, qui lui a permis de travailler comme chercheur en stratégie internationale à l'Université de Yale. Il a également été chercheur invité à l'Université d'État de Moscou. J. Mankoff est titulaire d'un doctorat et de masters d'histoire et de science politique obtenus à Yale. Ses domaines d'expertise comprennent les relations entre les grandes puissances, le processus de prise de décision en politique étrangère, les conflits ethniques et la sécurité énergétique. Il enseigne également la politique étrangère russe, ainsi que l'histoire diplomatique et militaire moderne à Yale. Il est l'auteur de *Russian Foreign Policy: The Return of Great Power Politics* (Lanham, Rowman & Littlefield, 2009) et de nombreux articles de revue et tribunes dans la presse.

# Sommaire

---

|   |           |
|---|-----------|
| <b>RÉSUMÉ.....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>INTRODUCTION .....</b>   | <b>5</b>  |
| <b>ORIGINES ET AMPLEUR DE LA CRISE RUSSE .....</b>                  | <b>7</b>  |
| <b>L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA POLITIQUE INTÉRIEURE RUSSE .....</b> | <b>12</b> |
| <b>L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE RUSSE.....</b>   | <b>16</b> |
| <b>CONCLUSION.....</b>  | <b>22</b> |

## Résumé

---

Même si l'économie russe a renoué avec la croissance grâce à la hausse des prix du pétrole, la crise financière de 2008-2009 continue de peser sur les politiques intérieure et extérieure de la Russie. Sur le plan intérieur, la crise a remis en question le « contrat social » établi sous Vladimir Poutine. Elle a également freiné la libéralisation et la modernisation économiques que Dmitri Medvedev souhaitait impulser. La crise a limité les sources de la rente pour les diverses factions oligarchiques liées au pouvoir politique. En matière de politique étrangère, la crise a restreint l'efficacité des principaux leviers d'influence de la Russie : ressources énergétiques, forces armées et investissements étrangers. La sortie de la Russie de la crise semble être plus lente et plus incertaine que celle d'autres grands États comme la Chine ou l'Inde. Elle devrait se concentrer sur ses réformes internes, indispensables si elle souhaite devenir plus attractive pour les investisseurs étrangers.

## Introduction

---

Peu de pays ont été aussi ébranlés que la Russie par la crise financière mondiale qui s'est déclenchée à la mi-2008. Le pays a été confronté aux mêmes difficultés que les autres États développés d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie de l'Est : chute de la demande, hausse du chômage, baisse du crédit, réduction des exportations et augmentation de la dette. Son économie, qui connaissait une croissance de 7 % par an en moyenne auparavant, s'est contractée de plus de 8 % en 2009. Alors que depuis 2001, son budget avait dégagé, chaque année, des surplus, la Russie a connu en 2009 un déficit équivalent à 6,3 % du produit intérieur brut (PIB). Selon les pronostics, les indicateurs budgétaires resteront dans le rouge jusqu'en 2012<sup>1</sup>.

Début 2010, de nombreux experts estiment que le pire de la crise est passé. Le prix du baril de pétrole est remonté à près de 80 dollars et le PIB russe est reparti à la hausse. Cependant, les conséquences de la crise devraient encore se faire ressentir à moyen terme. Les effets du ralentissement global sur les politiques intérieure et extérieure ont été bien plus importants en Russie que dans tout autre pays industrialisé. Certes, elle n'a pas connu un effondrement semblable à ceux de la Lettonie ou de l'Islande, mais la profondeur de la crise russe, couplée à un système de gouvernance où pouvoir politique et pouvoir économique s'entremêlent, ont remis en cause la nature de ses politiques. Les conséquences sur le développement du pays à long terme demeurent incertaines.

La crise a affaibli les fondements sur lesquels reposent le système politique semi-autoritaire et le capitalisme étatique qui ont émergé entre 2000 et 2008 pendant la présidence de Vladimir Poutine. Ces années ont contribué à la création d'une sorte de « contrat social », selon lequel l'État garantissait aux citoyens une augmentation régulière de leur niveau de vie en échange de leur passivité politique. Cette période a marqué la fin de la guerre intestine entre factions oligarchiques concurrentes qui avait paralysé le pays durant la plus grande partie des années 1990. Cette paix concernant l'élite repose sur un autre type de marché, qui garantit à différents clans l'accès à certaines sources de revenus tant qu'ils respectent la ligne politique du Kremlin. C'est dans ce contexte que l'État lui-même est devenu un acteur économique incontournable, en créant plusieurs grandes corporations publiques spécialisées dans les secteurs aussi variés que l'énergie ou la construction navale. Pendant la décennie

---

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

<sup>1</sup> Ministère des Finances de la Fédération de Russie, « O federal'nom bûdžete na 2010 god i na planovyj period 2011 i 2012 godov » [Sur le budget fédéral 2010 et pour la période 2011-2012], <[www1.minfin.ru/ru/budget/federal\\_budget/](http://www1.minfin.ru/ru/budget/federal_budget/)>.

2000, les autorités russes ont cherché à utiliser la croissance économique pour « acheter » la loyauté de la population et prévenir toute opposition au régime semi-autoritaire et centralisateur cher à V. Poutine et à son entourage<sup>2</sup>. Cette croissance n'étant plus de mise – même si le plus dur de la crise est passé –, on peut se demander si le Kremlin saura concilier les demandes divergentes de la population et de l'élite oligarchique avec son propre intérêt, qui consiste à préserver le *statu quo* politique et économique.

La crise a également remis en cause la capacité du Kremlin à imposer sa volonté sur la scène internationale. La Russie moderne, qui ne possède ni le poids géopolitique de l'Union soviétique ni la séduction idéologique du marxisme-léninisme, dispose de peu de leviers d'influence au niveau international. À la fin des années 1990, elle a « découvert » que les autres pays pouvaient se permettre de l'ignorer purement et simplement – un constat confirmé par les élargissements successifs de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou l'attaque militaire d'une coalition conduite par les États-Unis contre la Serbie en 1999, que Moscou avait été incapable de prévenir. Même les autres États post-soviétiques ont profité du déclin de la Russie pour consolider leur indépendance stratégique. Au début des années 2000, la croissance économique russe (due principalement, mais pas uniquement, à la hausse du prix du pétrole) a permis à Moscou de retrouver rapidement une influence grandissante aux niveaux régional et mondial. La Russie a profité de la rente énergétique pour rembourser ses dettes à l'égard des créanciers internationaux, renforcer son armée et accumuler les troisièmes plus importantes réserves de change au monde (dont une partie a été déployée à l'étranger afin de soutenir une politique étrangère de plus en plus vigoureuse). Cependant, la crise a forcé Moscou à réviser certains principes fondamentaux de sa politique étrangère.

---

<sup>2</sup> Voir, par exemple, D. Trenin, « Russia Redefines Itself and its Relations with the West », *The Washington Quarterly*, vol. 30, n° 2, printemps 2007.



## Origines et ampleur de la crise russe

---

Si la crise mondiale a exacerbé les difficultés économiques que rencontrait la Russie, les origines de la crise russe ne sont pas uniquement d'ordre économique. Les investisseurs étrangers ont commencé à se retirer du pays dès l'été 2008, à la suite des menaces maladroites formulées par Vladimir Poutine, lorsqu'il était président, à l'encontre des sociétés soupçonnées d'arriérés fiscaux. La fuite des capitaux étrangers s'est accélérée en août après l'invasion de la Géorgie par la Russie. À la fin de l'année 2008, près de 130 milliards de dollars ont été retirés du pays. Il s'agit du montant annuel le plus élevé depuis que le gouvernement russe a commencé à s'intéresser de près aux statistiques sur les flux de capitaux au milieu des années 1990<sup>3</sup>. Ces départs de capitaux se sont accélérés après le déclenchement de la crise financière mondiale à la suite de l'effondrement de Lehman Brothers en septembre 2008.

En Russie, l'impact de la crise a été relativement sévère. Si l'économie semble se rétablir progressivement depuis la fin 2009, plusieurs faiblesses structurelles susceptibles de freiner la croissance du pays ont éclaté au grand jour. Tandis que de nombreux États occidentaux, de même que la Chine, l'Inde et le Brésil, semblent prêts pour une relance rapide dès 2010, la progression de la Russie sera probablement beaucoup plus lente – à moins d'un bond brutal des prix mondiaux du pétrole. Moscou n'a toujours pas réglé certains problèmes susceptibles de replonger l'économie dans la récession. C'est le cas, notamment, du secteur bancaire, plombé par des créances douteuses et irrécouvrables et du secteur privé très endetté. Pendant les six premiers mois de la crise financière, les « mauvais » crédits détenus par les banques russes ont augmenté de 240 %, alimentant les craintes d'une deuxième vague de crise à la fin 2009<sup>4</sup>.

Les mesures anti-crise prises par le gouvernement russe ont permis de préserver la paix sociale et d'éviter les pires malheurs des crises précédentes, comme l'hyper-inflation ou l'explosion du chômage. L'accumulation d'importantes réserves pendant les années de croissance économique semble avoir été une stratégie payante, tandis que le plan de relance par des mesures fiscales stimulantes a permis d'atténuer les effets de la crise les plus néfastes à court terme. Cependant, guidé par le souhait de faire éviter à la population des chocs comparables à ceux des années

---

<sup>3</sup> « Russia : A Record Year for Capital Flight », *Eurasia Net Daily Monitor*, 13 janvier 2009, <[www.eurasianet.org/departments/briefs/eav011309e.shtml](http://www.eurasianet.org/departments/briefs/eav011309e.shtml)>.

<sup>4</sup> R. de Haas, « A Look at Non-Performing Loans : The Boomerang Effect », *European Bank for Reconstruction and Development*, 16 juillet 2009, <[www.ebrdblog.com/2009/07/16/a-look-at-non-performing-loans-the-boomerang-effect/](http://www.ebrdblog.com/2009/07/16/a-look-at-non-performing-loans-the-boomerang-effect/)>.

1990, le Kremlin a dû signer un « pacte faustien » : en soutenant à tout prix un modèle économique fondamentalement non compétitif, le gouvernement a sans doute créé des freins à la croissance, qui sera certainement plus lente que celle des États-Unis, de l'Europe, de la Chine ou encore de l'Inde à la sortie de phase la plus aiguë de la crise.

L'économie russe a connu une contraction de 8,7 % en 2009, une performance bien plus mauvaise que dans la plupart des autres pays développés<sup>5</sup>. La Banque mondiale estime que l'économie russe retrouvera (lentement) sa croissance en 2010, mais la crise laissera des traces. L'accès au crédit demeure restreint, en partie à cause du sous-développement du système bancaire russe. Par conséquent, la lente reprise de la demande intérieure a entravé le rétablissement de l'économie.

En outre, Moscou a dû largement puiser dans ses réserves pour soutenir des industries affaiblies et étendre l'aide sociale aux personnes ayant perdu leur emploi ou directement affectées d'une façon ou d'une autre par la crise. Au cours des dernières années, la Russie avait accumulé les troisièmes réserves de change au monde grâce aux prix records des hydrocarbures ; elle a dépensé 400 milliards de dollars lors des premiers mois de la crise, principalement pour renflouer des compagnies liées aux milieux politiques et pour défendre le rouble. Début 2009, le Kremlin a adopté une approche plus systématique, en cherchant à baisser les taux d'intérêt et à limiter le déficit budgétaire. Près de la moitié des sommes déboursées a servi à soutenir les industries frappées par la crise, notamment l'industrie automobile, la métallurgie et le secteur bancaire, de même que l'industrie de défense. Deux cents milliards de dollars de réserve supplémentaires ont été dépensés afin de préserver la valeur du rouble malgré une fuite de capitaux à grande échelle. Cette politique, qui a permis d'éviter une dévaluation chaotique comparable à celle de 1998 et de préserver la stabilité sociale à court terme, a forcé la Russie à dépenser rapidement ses réserves. En outre, elle a encouragé les entreprises bénéficiaires d'aides publiques à spéculer sur le taux de change au lieu d'assainir leurs bases. Une bonne partie de l'argent dépensé provenait du Fonds de réserve créé pour préserver l'économie de chocs potentiels. En dépit d'une hausse progressive des prix du baril de pétrole jusqu'à plus de 70 dollars, ce qui a permis à la Russie de récupérer une partie des montants dépensés par le Fonds de réserve, la poursuite du plan de relance budgétaire risque de vider ce Fonds dans le courant de l'année 2010<sup>6</sup>.

Le besoin de mesures de stimulation supplémentaires, dans les conditions d'une baisse des recettes fiscales générées par le secteur énergétique, creusera certainement un déficit budgétaire au moins jusqu'en 2012, alors que le budget avait été excédentaire chaque année depuis le début de la décennie. Le gouvernement a augmenté les

---

<sup>5</sup> Voir *World Bank Russian Economic Report, From Rebound to Recovery?*, n°20, novembre 2009, p. 2-3, <[http://siteresources.worldbank.org/INTRUSSIANFEDERATION/Resources/305499-1245838520910/rer20fulltext\\_eng.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTRUSSIANFEDERATION/Resources/305499-1245838520910/rer20fulltext_eng.pdf)>.

<sup>6</sup> Ministère des Finances de la Fédération de Russie, *op. cit.* [1].

dépenses sociales (programmes de travaux publics, emplois temporaires, rétribution des travailleurs au chômage technique). Alors que le déficit s'est chiffré à environ 8,3 % du PIB en 2009, le ministère des Finances estime qu'en 2010 il s'élèvera à 6,8 % même si l'économie renoue avec la croissance.

En matière d'emploi, la situation est mitigée. Le taux de chômage officiel, après avoir culminé à 9,4 % en février 2009, a progressivement reculé de façon comparable à la situation qu'ont connue les États-Unis pendant la crise actuelle<sup>7</sup>. Néanmoins, les statistiques officielles sont trompeuses car elles occultent les nombreuses stratégies palliatives que les entreprises et les travailleurs russes ont développées depuis des années afin de répondre à l'incertitude planant sur le marché du travail. Par conséquent, même si le chômage reste modéré et baisse, les chiffres officiels ne prennent pas en considération un niveau élevé de sous-emploi qui se traduit en heures de travail réduites, en congés non payés et en arriérés de salaires, qui ont été le fléau de la Russie des années 1990. La Banque mondiale a estimé en septembre 2009 que les arriérés de salaires représentaient 5,1 milliards de roubles (190 millions de dollars). Ce chiffre, très inférieur à celui de mai, qui était de 8,8 milliards de roubles, représente tout de même une augmentation de 70 % par rapport au niveau de l'année précédente<sup>8</sup>. De surcroît, l'impact du chômage et du sous-emploi se concentre dans certaines industries particulièrement frappées par la crise, comme la métallurgie, le bâtiment et l'industrie manufacturière. De nombreux travailleurs intermittents se sont retrouvés sans travail et ont cessé de chercher de nouveaux emplois, tandis que plusieurs centaines de milliers de travailleurs migrants originaires d'Asie centrale et du Caucase sont rentrés chez eux et ne sont donc pas recensés dans les statistiques officielles du chômage<sup>9</sup>.

La crise n'a pas frappé l'ensemble du pays avec la même vigueur. Cette inégalité géographique constitue un problème particulièrement délicat. Les grands centres urbains comme Moscou et Saint-Petersbourg ont dans l'ensemble bien résisté, tandis que des régions fortement industrialisées comme l'Oural, ou des villes de taille moyenne, ne bénéficiant pas de la même concentration des richesses que les deux capitales mais cependant connectées à la chaîne d'approvisionnement mondiale, ont été sévèrement touchées<sup>10</sup>. Les zones qui préoccupent le plus le Kremlin sont les « monovilles » (*monogoroda*), qui seraient près de 460 au total. Il s'agit de villes bâties, durant la période soviétique, autour d'une entreprise unique, « fondatrice de ville » (*gradoobrazuûsee predpriâtie*), dont la plupart ne sont plus compétitives. Or, si l'une ou plusieurs d'entre elles venaient à fermer, le risque de troubles sociaux

<sup>7</sup> Comité national de statistiques, « Zanâstost' i bezrobotica v oktâbre 2009 g. », <[www.gks.ru/bgd/regl/b09\\_01/lssWWW.exe/Stg/d10/3-2.htm](http://www.gks.ru/bgd/regl/b09_01/lssWWW.exe/Stg/d10/3-2.htm)>.

<sup>8</sup> World Bank, *op. cit.* [5], p. 5.

<sup>9</sup> International Crisis Group, « Central Asia: Migrants and the Economic Crisis », *Asia Report*, n° 183, 5 janvier 2010. Bien évidemment, nombre de ces migrants avaient toujours travaillé dans l'économie informelle et n'auraient de toute façon pas été recensés dans les statistiques officielles de l'emploi en Russie.

<sup>10</sup> Voir N. Zubarevich, « The Crisis in Regional Perspective », *Pro et Contra*, vol. 12, n° 5-6, septembre-décembre 2008.

serait très élevé. Le Kremlin et les autorités régionales ont donc cherché, à tout prix, à maintenir ces sociétés en état de fonctionnement. Des sommes importantes ont été puisées dans le budget afin de maintenir ces usines déficitaires et non compétitives à flot, même en renonçant à des restructurations qui auraient été bénéfiques à long terme<sup>11</sup>.

Pendant la première étape de la crise, l'État s'est retrouvé face à de fortes pressions l'incitant à utiliser ses réserves pour renflouer de nombreuses sociétés liées aux milieux politiques. Comme dans les pays occidentaux, des sommes importantes ont été accordées à des entreprises industrielles et à de grandes banques au bord de la faillite. Le cas le plus emblématique est celui du constructeur automobile AvtoVAZ, qui emploie près de 100 000 employés et était endetté à hauteur de plus de 2 milliards de dollars. Afin de maintenir à flot cette compagnie, le premier ministre Poutine a promis, à l'automne 2009, d'y injecter plus de 1,7 milliard de dollars, malgré l'opposition du ministère des Finances, qui estimait qu'il était contre-productif d'investir de telles sommes dans une entreprise qui n'avait pas démontré sa capacité à fabriquer des produits compétitifs<sup>12</sup>. De même, le Kremlin a discrètement renfloué le conglomérat d'aluminium Rusal après que Vladimir Poutine avait publiquement reproché à la télévision à son propriétaire, Oleg Deripaska, d'avoir stoppé le fonctionnement de ses usines dans la monoville de Pikalevo. En Russie, de tels renflouements industriels sont plus périlleux que dans les pays occidentaux, car ils représentent un obstacle au processus de « destruction créatrice » qui, en termes macro-économiques, est indispensable pour rendre le secteur industriel du pays plus compétitif. En outre, cet argent a permis aux bénéficiaires de se lancer dans des activités qui n'ont rien à voir avec l'amélioration de la compétitivité comme le versement de dividendes aux actionnaires ou la spéculation monétaire.

Si l'impact de la crise sur les monovilles a particulièrement attiré l'attention, d'autres régions de la Fédération de Russie ont également beaucoup souffert, surtout le Nord Caucase. Après une période de calme relatif, cette zone est revenue à un état d'anarchie latente à la suite du ralentissement économique. Dans la République d'Ingouchie, le chômage était estimé à 57 % début 2009, alors que la production avait chuté de plus de 25 % lors des six mois précédents<sup>13</sup>. L'effondrement économique nourrit l'insurrection qui se propage à travers tout le Nord Caucase. En septembre 2009, quelques jours avant d'être la cible d'un attentat suicide qui a failli lui coûter la vie, le président ingouche Iounous-Bek Evkourov avait prévenu que l'insurrection se propageait parce que « les habitants de la République voient les responsables politiques construire des maisons

---

<sup>11</sup> S. Wagstyl, « Smelt Down », *Financial Times*, 7 août 2009.

<sup>12</sup> « AvtoVAZ Carmaker Could Get Additional State Support – Putin », *RIA Novosti*, 3 décembre 2009.

<sup>13</sup> L. Fuller, « Russian President Calls For Emergency Measures in Ingushetia », *Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)*, 21 janvier 2009.

de luxe et conduire de belles voitures alors que plus de la moitié des Ingouches valides est au chômage »<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup> I. Plugaterëv, « Krizis obostrâet terrorističeskie ugrozy » [La crise renforce les menaces terroristes], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 3 juillet 2009, <[http://nvo.ng.ru/spforces/2009-07-03/1\\_terror.html](http://nvo.ng.ru/spforces/2009-07-03/1_terror.html)>.

## L'impact de la crise sur la politique intérieure russe

---

Malgré l'ampleur de ces problèmes, le risque de voir la crise économique provoquer des troubles sociaux semble relativement limité, à l'exception du Nord Caucase. Le danger le plus important provient des doutes que suscite l'unité de l'élite dans un contexte de baisse des revenus et d'efforts croissants (du moins rhétoriques) du président Dmitri Medvedev visant à réduire le rôle de l'État dans l'économie russe, tout en créant les conditions permettant d'ouvrir celle-ci à la concurrence. Pendant les années Poutine, la Russie a évolué vers un modèle hybride de capitalisme d'État dans lequel une élite triée sur le volet (composée, pour une large part, de *siloviki* ou de vétérans des services de sécurité, à l'instar de Poutine) siège dans les conseils d'administration des principales entreprises du pays. Medvedev, qui a occupé le poste de président du conseil d'administration de Gazprom avant de succéder à Poutine, avait trouvé sa place dans ce système. À la différence des oligarques des années 1990, cette nouvelle élite politico-économique s'est servie de ses réseaux pour s'enrichir, et non l'inverse. Tout en se présentant comme les garants de l'intérêt de l'État, ces hauts responsables ont régulièrement profité de leur position pour bâtir d'immenses fortunes personnelles, au détriment des compagnies qu'ils dirigeaient<sup>15</sup>. Par ailleurs, tous les « anciens » oligarques n'ont pas disparu. Par conséquent, les principaux secteurs industriels de la Russie se composent aujourd'hui à la fois de compagnies privées connectées aux milieux politiques et d'immenses conglomérats appartenant à l'État, entachés de corruption et servant (parfois) d'instruments pour la politique du gouvernement. Les principaux dirigeants du pays ont reconnu la gravité du problème, et D. Medvedev a même fait de la lutte contre la corruption l'un des éléments clés de son programme de réformes – jusqu'à présent sans succès tangible<sup>16</sup>.

Dans le contexte actuel de ralentissement économique, la stabilité de ce système apparaît précaire, d'autant plus que l'incertitude plane sur la fin du premier mandat du président Medvedev en 2012. Même si ce dernier est officiellement le chef de l'État, le premier ministre Poutine a joué un rôle décisif dans l'arbitrage des conflits opposant les diverses factions bureaucratiques et oligarchiques qui composent « Kremlin Inc » et qui ont dominé le monde des affaires et la politique russes tout au long de

---

<sup>15</sup> Voir P. Baker et S. Glasser, *Kremlin Rising : Vladimir Putin's Russia and the End of the Revolution*, Washington DC, Potomac Books, 2007, p. 351-353.

<sup>16</sup> Conférence de presse du conseiller du président, Vladislav Sourkov, chef adjoint de l'administration présidentielle, au Sommet du G8 de Saint-Petersbourg, <[www.en.g8russia.ru/news/20060704/1168817.html](http://www.en.g8russia.ru/news/20060704/1168817.html)>.



la décennie 2000. La question de savoir si le système pourrait fonctionner dans sa forme actuelle sans que Poutine n'y joue un rôle de médiateur central est essentielle. Pendant la période d'incertitude qui a entouré l'élection présidentielle de 2008, les factions concurrentes ont mené « la guerre des *siloviki* ». Une passation des pouvoirs « en douceur » entre Poutine et Medvedev et la décision du premier de rester sur le devant de la scène ont permis d'empêcher cet affrontement de dégénérer au point de devenir une menace sérieuse pour la stabilité du système. Cependant, l'incertitude politique entourant la fin du premier mandat de Medvedev, aggravée par la diminution des revenus, pourrait provoquer *in fine* un conflit plus sérieux entre les divers clans bureaucratiques et oligarchiques.

La conjonction de la crise et des doutes sur la cohésion de l'élite a créé un dilemme. Medvedev et ses alliés, notamment les responsables de la politique économique (le ministre des Finances Alexeï Koudrine, la ministre du Développement économique Elvira Nabioullina et le vice-premier ministre Igor Chouvalov) souhaitent mettre en place un programme de modernisation économique. Celle-ci représente à leurs yeux l'unique moyen de restaurer la compétitivité de la Russie à long terme et, par conséquent, sa puissance et son prestige sur la scène internationale. Mais un tel programme ne peut guère réussir sans remettre en cause la structure de pouvoir existante et sans provoquer de profonds bouleversements au sommet.

Brandissant le mot d'ordre de « modernisation », Medvedev s'est servi de la crise pour prôner l'abandon du modèle basé sur les corporations d'État et la rente énergétique et son remplacement par une économie basée sur l'innovation et les technologies de pointe. Dans son article « Russie, en avant ! » ainsi que dans plusieurs discours (y compris son adresse annuelle à l'Assemblée fédérale en novembre 2009), le président a qualifié la dépendance de la Russie envers ses ressources naturelles d'« honteuse », car elle condamne le pays à un rôle de fournisseur de matières premières aux États plus développés<sup>17</sup>. Pour surmonter cette situation, Medvedev appelle à réformer le système juridique afin de combattre le « nihilisme légal » omniprésent, à démanteler les corporations d'État et à se concentrer sur le développement des industries de pointe.

L'attaque rhétorique lancée par Medvedev contre la rigidité de la structure économique semble déterminée, mais, dans les faits, le bilan des réformes a été jusqu'ici limité. Le problème essentiel est la fusion entre les élites politique et économique russes : lutter contre l'oligarchie économique revient à s'attaquer au système de capitalisme étatique forgé par Poutine. Plusieurs personnalités proches de ce dernier, dont le vice-premier ministre Igor Setchine, semblent décidées à défendre le *statu quo*, appelant le gouvernement à continuer de dépenser ses réserves et à profiter de la crise pour s'emparer de parts toujours plus importantes des

---

<sup>17</sup> D. Medvedev, « Rossiâ, vperëd ! » [Russie, en avant !], *Gazeta.ru*, 10 septembre 2009. D. Medvedev, « Poslanie Federal'nomu Sobraniû Rossiiskoj Federacii » [Discours devant l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie], 12 novembre 2009, <[http://eng.kremlin.ru/speeches/2009/11/12/1321\\_type70029type82912\\_222702.shtml](http://eng.kremlin.ru/speeches/2009/11/12/1321_type70029type82912_222702.shtml)>.

secteurs clés de l'industrie. Poutine lui-même a envoyé des signaux contradictoires, tout en laissant son « protégé » Medvedev incarner la campagne de modernisation. Un assaut mené contre l'élite bureaucratique et oligarchique risquant de déclencher une lutte acharnée autour des ressources, Medvedev ne pourra sans doute pas réussir sans le soutien ferme de Poutine.

Le destin des corporations d'État sera l'un des principaux indicateurs du succès ou de l'échec de la campagne de Medvedev. Ces champions nationaux – parmi lesquels l'exportateur d'armements Rostekhnologii, l'entreprise de nanotechnologies Rosnano ou encore Olimpsrtoï, chargé de construire les installations des Jeux olympiques de Sotchi en 2014, de même que les géants énergétiques Gazprom et Rosneft – ont été créés ou consolidés durant la présidence de Poutine afin de renforcer le contrôle de l'État sur des secteurs clés de l'économie et, au moins incidemment, de fournir une source de revenus à certains hauts responsables bien placés. La présence de l'État dans l'économie russe n'a cessé d'augmenter depuis l'accession de V. Poutine au pouvoir en 2000 ; cependant, les « champions nationaux » rapportent à l'économie russe bien moins de richesses que le secteur privé, qui représente encore 65 % du PIB de la Russie<sup>18</sup>.

Rares sont les compagnies d'État qui réalisent des profits ; la plupart d'entre elles sont lourdement endettées, en partie à cause des crédits contractés à l'étranger pour financer la spéculation monétaire. En général, elles favorisent la corruption, leurs administrateurs se lançant dans une appropriation des actifs à grande échelle. Au début de la crise, le Kremlin a même encouragé certaines de ces compagnies à s'endetter davantage afin de racheter leurs rivaux en faillite avant que des concurrents étrangers ne s'en emparent. De la même manière, l'État a renfloué certaines entreprises privées liées à l'élite au pouvoir et soigneusement sélectionnées afin d'empêcher leur prise de contrôle par des investisseurs étrangers. De nombreuses compagnies semblent avoir employé l'argent destiné à leur renflouement pour verser des dividendes sans régler leurs dettes qui s'élevaient au total, en juillet 2009, à 294 milliards de dollars<sup>19</sup>. En Russie, il est très rare que des compagnies surendettées soient mises en faillite ; elles continuent d'exister et de perdre de l'argent.

Medvedev a fait part de son souhait de voir les corporations d'État progressivement démantelées et transférées à des propriétaires privés. Nombre de ces firmes étant contrôlées par d'importants acteurs politiques (dont une grande partie sont des *siloviki*), une vraie privatisation perturberait significativement les rapports de force politiques. La privatisation pourrait certainement aussi être réalisée de façon à préserver plusieurs pans du système, à l'instar de ce qui s'est passé au début des années 1990, quand la privatisation a permis à beaucoup de managers

---

<sup>18</sup> European Bank for Reconstruction and Development, Economic Statistics and Forecasts: Russia, 2009, <[www.ebrd.com/country/sector/econo/stats/russia.pdf](http://www.ebrd.com/country/sector/econo/stats/russia.pdf)>.

<sup>19</sup> « Razoblačenie oligarhov » [Révélation des oligarques], *Izvestiâ*, 17 août 2009, <[www.izvestia.ru/economic/article3131891/](http://www.izvestia.ru/economic/article3131891/)>.



sont devenus propriétaires de leurs entreprises<sup>20</sup>. Plusieurs incertitudes demeurent concernant, par exemple, la liste des compagnies à privatiser et la participation des acteurs étrangers à la privatisation. La pression visant à maintenir le contrôle de l'État sur des secteurs « stratégiques » de l'économie, comme la *major* pétrolière Rosneft (qui produit aujourd'hui près de 44 % du pétrole russe) est intense.

La profondeur et la durée de la crise auront un impact majeur sur l'avenir des projets de réforme de Medvedev, et donc sur celui du système de capitalisme d'État russe. D'une part, une crise forte et prolongée mettrait en évidence les faiblesses structurelles du système russe (surtout si les autres pays retrouvent plus rapidement une croissance soutenue) ; la nécessité d'une réforme s'imposerait alors comme une évidence (au risque de voir l'État perdre le contrôle du processus, comme cela s'est produit sous Mikhaïl Gorbatchev à la fin des années 1980). De l'autre, si les prix mondiaux du pétrole revenaient à leurs niveaux d'avant-crise, la Russie pourrait sortir de la tourmente économique avec des dommages minimaux : la motivation du Kremlin à se lancer dans une réforme de grande ampleur, potentiellement déstabilisante, serait alors bien moindre et les perspectives de développement à long terme de la Russie, très limitées.

---

<sup>20</sup> Voir M. Goldman, *The Privatization of Russia : Russian Reform Goes Awry*, Londres, Routledge, 2007, p. 103-104.

## L'impact de la crise sur la politique étrangère russe

---

L'impact de la crise sur la politique étrangère de la Russie est, à bien des égards, difficile à prévoir. Le président Medvedev a déclaré que la crise devait permettre d'oublier le fantasme selon lequel son pays serait une « île de stabilité » dans un monde turbulent, et que l'impressionnant redressement économique de la décennie écoulée avait fait de Moscou un pôle indépendant dans un monde de plus en plus multipolaire. Dans son discours annuel au Parlement, il a affirmé que la Russie ne pouvait plus se permettre de fonder sa politique étrangère sur « la nostalgie et les préjugés ». Selon lui, c'est à l'aune de sa contribution au développement du pays que sa politique étrangère doit être jugée<sup>21</sup>. Cependant, comme c'est le cas dans la plupart des discours de Medvedev, les observateurs étrangers se demandent s'ils annoncent réellement des changements ou s'ils relèvent d'un exercice rhétorique creux.

La crise a particulièrement pesé sur les relations de la Russie avec ses voisins post-soviétiques. La plupart des pays de la Communauté des États Indépendants (CEI) ont souffert de la crise mais, dans le même temps, ils ont profité de l'affaiblissement de l'influence russe pour chercher à resserrer leurs liens à la fois avec les pays occidentaux et la Chine. L'impact de la crise a été moins perceptible dans les relations de la Russie avec l'Europe et les États-Unis. Les difficultés économiques ont contraint Moscou à accepter la réalité de l'interdépendance économique, tout particulièrement dans ses rapports avec l'Union européenne (UE). Les relations avec les États-Unis paraissent également moins tendues qu'auparavant, même si, compte tenu de la faiblesse des liens économiques entre les deux pays, ce timide rapprochement doit sans doute beaucoup à la détermination du nouveau président américain Barack Obama à rendre plus prévisibles les rapports de Washington avec Moscou. À l'exception des négociations sur un traité visant à poursuivre le désarmement nucléaire (la Russie ne peut se permettre de maintenir la parité nucléaire avec les États-Unis à son niveau actuel), la crise ne semble pas avoir affecté d'une manière significative leurs relations. Cependant, en réduisant momentanément la capacité d'intervention de la Russie dans les affaires de ses voisins, la crise a provisoirement écarté l'une des principales pommes de discorde entre Moscou et l'Occident.

Avant le déclenchement de la crise, de nombreux responsables russes avaient affirmé que la Russie serait épargnée par les turbulences

---

<sup>21</sup> D. Medvedev, « Poslanie Federal'nomu Sobraniû », *op. cit.* [17].

économiques qui frapperaient les pays occidentaux, grâce à sa rente pétrolière et à son faible niveau d'intégration dans l'économie mondiale. Cependant, les derniers mois de l'année 2008 ont prouvé la forte vulnérabilité de la Russie, notamment, à cause de la baisse de la demande pour les principaux produits d'exportation russes (pétrole et gaz). Cette baisse de la demande énergétique a provoqué l'effondrement de la capitalisation boursière des principales entreprises russes – surtout du monopole gazier Gazprom, qui dans le classement des plus grandes compagnies mondiales, est passé de la 4<sup>e</sup> place en 2008 à la 36<sup>e</sup> en 2009<sup>22</sup>. L'économie russe dépendant fortement des ventes d'hydrocarbures, la chute des prix du gaz et du pétrole consécutive à la baisse de la demande européenne a affaibli la puissance économique russe et, par conséquent, sa capacité d'influence sur ses clients. La crise a également renforcé la position de ceux qui, comme Chouvalov ou Nabioullina, souhaitent voir la Russie entrer dans l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), après une parenthèse au cours de laquelle Moscou avait annoncé son intention de rejoindre l'OMC seulement dans le cadre d'une Union douanière avec la Biélorussie et le Kazakhstan. Ces deux pays sont bien moins avancés qu'elle dans leurs négociations avec l'OMC.

Dans le même temps, les excès de stocks et la baisse des prix des hydrocarbures ont affaibli la capacité de la Russie à utiliser ses ressources énergétiques comme un moyen d'influencer la politique étrangère de l'UE. À la suite de la décision de Gazprom, en janvier 2009, de couper l'approvisionnement en gaz à l'Ukraine (et par conséquent à tous les consommateurs européens qui dépendent du transit du gaz par le territoire ukrainien), l'UE est parvenue à limiter sensiblement sa vulnérabilité face à de futures coupures d'approvisionnement. Bruxelles a engagé des fonds dans la modernisation du secteur énergétique ukrainien et a progressé sur la voie de l'adoption d'une approche commune en matière de sécurité énergétique. L'UE est également en train de construire de nouveaux terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) et cherche activement à signer des accords avec plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord afin d'acheter leur gaz et de le transporter vers son territoire par pipeline. En parallèle, la fuite des capitaux étrangers de Russie durant la crise (l'investissement direct étranger s'est contracté de plus de 45 % dans les six premiers mois de 2009), accompagnée du resserrement du crédit en Russie même, a mis en péril les projets de modernisation annoncés par le président Medvedev<sup>23</sup>. Dans ces conditions, l'UE, de loin le premier partenaire commercial de la Russie, constitue la source la plus probable de nouveaux investissements dans l'économie de ce pays. Cela pourrait contribuer à améliorer la coopération entre la Russie et l'Europe, et offre aux Européens un moyen de pression qu'ils pourraient utiliser pour inciter Moscou à poursuivre sa libéralisation économique.

---

<sup>22</sup> « Global 500 2009 », *Financial Times*, 29 mai 2009, <[www.ft.com/cms/s/0/089bc508-48ca-11de-8870-00144feabdc0,dwp\\_uuid=012d2b08-4c54-11de-a6c5-00144feabdc0.html?nclick\\_check=1](http://www.ft.com/cms/s/0/089bc508-48ca-11de-8870-00144feabdc0,dwp_uuid=012d2b08-4c54-11de-a6c5-00144feabdc0.html?nclick_check=1)>.

<sup>23</sup> « Ob inostrannyh investiciyah v I polugodii 2009 goda » [Sur les investissements étrangers en 2009], Comité national des statistiques de la Fédération de Russie Goskomstat, <[www.gks.ru/bgd/free/b04\\_03/lssWWW.exe/Stg/d03/159inv20.htm](http://www.gks.ru/bgd/free/b04_03/lssWWW.exe/Stg/d03/159inv20.htm)>.

La chute de la demande européenne de gaz et de pétrole a donné naissance à un nouveau dilemme chez les dirigeants russes : début 2008, dans des conditions favorables de croissance économique, Gazprom avait signé une série de contrats à long terme avec les producteurs d'énergie d'Asie centrale (notamment le Turkménistan), en leur promettant de les payer « aux prix européens » pour le gaz qu'ils fourniraient aux pipelines russes. Le prix stipulé dans ces contrats – près de 230 dollars les 1000 mètres cubes – était plusieurs fois supérieur à celui qui était versé jusque-là aux producteurs centre-asiatiques. Moscou et Gazprom ont accepté ce surcoût pour deux raisons : ils estimaient que la hausse des prix mondiaux de l'énergie allait se poursuivre et souhaitaient réduire la motivation des États d'Asie centrale à nouer des accords énergétiques avec des compagnies européennes, ce qui aurait ébranlé la position dominante de Moscou dans cette région<sup>24</sup>.

Auparavant, Gazprom avait profité de son quasi-monopole sur le gaz de l'Asie centrale pour ne verser à Achgabat qu'une fraction du prix payé par les consommateurs finaux en Europe. Hormis un petit pipeline le reliant à l'Iran, toutes les ventes de gaz du Turkménistan sur le marché international passaient par des gazoducs contrôlés par la Russie dont ce pays dépendait entièrement pour vendre son gaz à l'extérieur de l'ex-URSS et pour accéder aux paiements en devises étrangères. Moscou a profité de cette dépendance pour obtenir l'alignement de la politique étrangère d'Achgabat sur les intérêts russes<sup>25</sup>.

La chute de la demande énergétique a provoqué une baisse spectaculaire des prix du gaz européen. Bloqué par des contrats à long terme de type « take-or-pay » signés avant la chute des prix, Gazprom a été contraint de verser aux Turkmènes des sommes largement supérieures à celles que lui rapportaient ses ventes à l'Europe. En avril 2009, le principal pipeline reliant le Turkménistan à la Russie a mystérieusement explosé. Achgabat a alors reproché à Gazprom d'avoir violé les termes du contrat en réduisant unilatéralement la quantité de gaz prélevée dans le pipeline (générant ainsi une accumulation de la pression à l'intérieur de celui-ci, ce qui aurait provoqué l'explosion). En janvier 2010, le pipeline n'avait toujours pas été réparé et les relations entre Achgabat et Moscou demeuraient glaciales.

Le Turkménistan, qui a toujours été un acteur à part sur la scène internationale, a multiplié les avances aux compagnies européennes, les invitant à investir dans ses infrastructures, en amont de la chaîne du gaz, et devenant de plus en plus réceptif aux propositions occidentales de participer au projet Nabucco censé acheminer le gaz du bassin Caspien

---

<sup>24</sup> D. Bochkarev, « "European" Gas Prices: Implications of Gazprom's Strategic Engagement with Central Asia », *Pipeline and Gas Journal*, vol. 236, n° 6, juin 2009, <<http://pipelineandgasjournal.com/%E2%80%9Ceuropaean%E2%80%9D-gas-prices-implications-gazprom%E2%80%99s-strategic-engagement-central-asia>>.

<sup>25</sup> A. N. Stuhlberg, *Well Oiled Diplomacy: Strategic Manipulation and Russia's Energy Statecraft in Eurasia*, Albany, New York, SUNY Press, 2007, p. 99-115.

jusqu'en Europe via le Caucase et la Turquie en contournant la Russie<sup>26</sup>. Pendant ce temps, un nouveau gazoduc reliant le Turkménistan à la Chine a été inauguré en décembre 2009, réduisant encore l'influence de Moscou sur Achgabat, même si les ventes de gaz turkmène à la Russie et à l'Europe venaient à retrouver leur ancien niveau. Le Turkménistan est le pays de la région qui a le plus bénéficié de la situation ; mais les autres producteurs d'énergie centre-asiatiques ont eux aussi réussi à se renforcer face à Moscou. En décembre 2009, Moscou et Achgabat ont décidé de reprendre leur commerce gazier. Cependant, l'interruption des transactions, qui a duré plusieurs mois, a déjà généré des effets à long terme : en plus d'encourager les contacts entre le gouvernement turkmène et les compagnies énergétiques occidentales, elle a montré aux autres États producteurs de pétrole les dangers auxquels ils s'exposaient en se reposant excessivement sur une alliance avec Moscou.

La crise affectera également la politique étrangère russe dans d'autres domaines. L'armée, qui s'était habituée, pendant les années de croissance, à voir son budget augmenter tous les ans, sera confrontée au retour à l'austérité<sup>27</sup>. Cette rigueur arrive à un mauvais moment : la guerre contre la Géorgie en août 2008 a mis en évidence de nombreuses défaillances, auxquelles les dépenses des années Poutine n'ont pas suffi à mettre fin. Les forces russes ont notamment accusé un temps de réaction très long et ont éprouvé de grandes difficultés à monter des opérations interarmées, même contre un ennemi notablement plus faible. Bien que la guerre ait été gagnée, la faible performance de l'armée a renforcé, chez les dirigeants russes, la conviction que la réforme devait être accélérée. De ce point de vue, la guerre a fourni l'impulsion nécessaire pour appliquer un projet de réduction et de modernisation de l'armée dont les experts discutent depuis les années 1990.

Fondamentalement, pour répondre aux menaces auxquelles elle est confrontée dans le monde contemporain, l'armée russe doit abandonner le modèle de l'armée de conscription hérité du XX<sup>e</sup> siècle et évoluer vers des forces plus réduites, mobiles et professionnelles. Une réforme aussi profonde de la structure et des objectifs de l'armée implique une réduction significative des effectifs ; c'est pourquoi le corps des officiers s'y oppose fortement. En 2007, Poutine a nommé au poste de ministre de la Défense Anatoli Serdioukov, un ancien vendeur de meubles : il avait visiblement compris que la réforme devait être supervisée par un civil. Fermement soutenu tant par Poutine que par Medvedev, Serdioukov s'est lancé avec énergie dans un programme de transformation de l'armée. Cependant, l'insuffisance de fonds a mis ces efforts en péril, puisque les montants ne pouvaient fournir aux officiers à la retraite l'aide sociale nécessaire (à commencer par des logements).

---

<sup>26</sup> M. Denison, « The EU and Central Asia : Commercializing the Energy Relationship », *EUCAM Working Papers*, 23 juillet 2009, <[www.ceps.be/book/eu-and-central-asia-commercialising-energy-relationship](http://www.ceps.be/book/eu-and-central-asia-commercialising-energy-relationship)>.

<sup>27</sup> Les dépenses militaires annuelles de la Russie ont augmenté de plus de 10 % par an à partir de 2003. J. Mankoff, *Russian Foreign Policy : The Return of Great Power Politics*, Lanham MD, Rowman & Littlefield, 2009, p. 34-35.

Pendant ce temps, Moscou affirme que les dépenses militaires ne seront pas affectées par la crise et, tirant les leçons du conflit géorgien, cherche à améliorer ses forces conventionnelles, tout en maintenant une capacité de dissuasion stratégique suffisante – même s'il n'est pas certain que les finances du pays le lui permettent.

Quant à la marine russe, elle aussi est confrontée à des problèmes. Les difficultés rencontrées par le nouveau missile balistique mer-sol Boulava (dont la majorité des tests opérationnels se sont soldés par des échecs), les retards enregistrés dans l'acquisition de nouveaux navires, l'obsolescence croissante de la majeure partie de la flotte représentent des préoccupations majeures. Au vu du manque de financements et du déclin du complexe militaro-industriel depuis la fin de l'URSS, celles-ci seront sans doute difficiles à surmonter<sup>28</sup>. L'état de l'armée et du complexe militaro-industriel incite néanmoins le Kremlin à éviter le déclenchement de nouveaux conflits armés, d'autant plus que l'issue de la réforme Serdioukov-Medvedev demeure incertaine.

La baisse de la capacité de la Russie à exercer son influence sur les États post-soviétiques est un autre effet de la crise sur sa politique étrangère. Même si un grand nombre de ces pays a été plus sévèrement frappé par la crise que la Russie, la capacité de Moscou à tirer parti des problèmes de ses voisins s'est nettement amoindrie, et son influence s'est réduite surtout au bénéfice de la Chine. Non seulement sa position prééminente en Asie centrale a été affaiblie par l'ouverture du nouveau gazoduc reliant le Turkménistan à la Chine, mais, en plus, Moscou a dû revoir à la baisse son aide financière aux États post-soviétiques (la Moldavie ou le Kirghizstan), ce qui a rendu leur politique étrangère plus flexible. La Chine en a profité pour proposer son assistance et ses investissements à plusieurs pays traditionnellement tournés vers la Russie. Par exemple, Pékin a offert à la Moldavie un crédit d'un milliard de dollars, montant deux fois supérieur à celui promis par Moscou à Chisinau (une promesse qui n'avait d'ailleurs jamais été tenue).

C'est essentiellement en Asie centrale que la tension monte entre la Chine et la Russie. Les deux pays s'intéressent à cette zone pour ses ressources et son potentiel économique. Les investissements chinois affluent en Asie centrale, particulièrement dans les secteurs de l'énergie, des mines et de la construction. Avant la crise financière, les sociétés chinoises (surtout les compagnies énergétiques d'État) étaient déjà en mesure de surenchérir sur leurs rivales russes pour obtenir des parts dans les entreprises locales ; les capitaux chinois irriguaient les infrastructures et l'immobilier de la région. Cette arrivée massive d'argent chinois est en train de modifier la géographie économique de la région au détriment de la Russie. L'engagement de la Chine en Asie centrale est, de plus, largement motivé par des considérations commerciales tandis que la présence russe possède une composante politique beaucoup plus prononcée. Ainsi, Moscou a fortement insisté pour que ses alliés centre-asiatiques reconnaissent l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Même

---

<sup>28</sup> I. Kramnik, « Russian Navy's Days Could be Numbered », RIA Novosti, 11 décembre 2009.



si un nombre important de dirigeants des pays de la zone estiment que l'investissement chinois n'a pas de retombées directes pour la population, Pékin a la main plus légère et les poches plus profondes que Moscou, ce qui lui confère un avantage indéniable sur le long terme dans la région.

La baisse de l'allégeance des républiques ex-soviétiques à l'égard de Moscou est déjà notable. L'Ouzbékistan, toujours fluctuant, est le pays qui a le plus desserré ses liens avec la Russie, annonçant en juillet 2009 qu'il ne rejoindrait pas la Force de réaction rapide de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), mise en place à l'initiative de la Russie alors que Tachkent cherche de nouveau à améliorer sa coopération énergétique et sécuritaire avec l'Occident. Quant au Kirghizstan, il est revenu sur sa décision d'expulser les forces américaines de leur base de Manas, ce qui avait longtemps été l'une des priorités de la Russie. Ce revirement est survenu quand Moscou n'a pas réussi à livrer à Bichkek la totalité du prêt de 2,15 milliards de dollars promis au printemps 2009, alors que dans le même temps les États-Unis acceptaient de payer plus cher pour la location de la base. Même la Biélorussie, qui avait été, de tous les pays post-soviétiques, l'allié le plus proche de la Russie, a boycotté un sommet de l'OTSC à l'été 2009 et a entamé un rapprochement avec les Européens en réponse à la baisse de la capacité de Moscou à soutenir son économie.

À long terme, la Chine, plus que les États-Unis, bénéficiera de la diminution de l'influence financière de la Russie, surtout en Asie centrale. Avant même le déclenchement de la crise, les entreprises chinoises avaient réalisé des percées impressionnantes sur les marchés d'Asie centrale. Les majors énergétiques chinoises ont pris des parts dans les sites de production centre-asiatiques, souvent en versant des primes sur lesquelles leurs adversaires russes (y compris Gazprom, lourdement endetté) ne pouvaient pas s'aligner. Depuis quelques années, les compagnies chinoises jouent également un rôle central dans les secteurs non-énergétiques, dont le secteur minier, le commerce de détail et le bâtiment. La Chine ayant mieux résisté au ralentissement mondial que la Russie, son influence sur l'Asie centrale va sans doute continuer à croître encore plus rapidement à court terme (même si à long terme, le ressentiment suscité par le rôle colossal de Pékin dans les économies des États centre-asiatiques risque de provoquer une réaction anti-chinoise).

## Conclusion

---

Pour les puissances occidentales, le défi est multiple. D'une part, les difficultés économiques de la Russie ont affaibli sa capacité à poursuivre la mise en oeuvre du développement basé sur les ressources énergétiques qui était devenu son mode de fonctionnement depuis quelques années. Pour restaurer sa compétitivité à moyen terme, la Russie doit attirer des capitaux étrangers, tant dans son secteur énergétique (dont la productivité est en baisse) que dans les nouveaux secteurs innovants dont Medvedev veut faire la composante économique centrale sur le long terme. Si elle veut attirer de nouveaux investissements étrangers, la Russie devra s'efforcer de réduire certains facteurs de risque mis en évidence par la crise et s'intégrer davantage dans l'économie mondiale (notamment en rejoignant l'OMC). Dans le même temps, le besoin de retrouver l'accès aux marchés internationaux de crédit qu'éprouve la Russie offre à ses créanciers potentiels un nouveau levier d'influence, qu'ils pourraient utiliser pour obliger les autorités russes à impulser une réforme judiciaire et à lutter sérieusement contre la corruption. Un autre élément qui renforce la position des puissances occidentales face à la Russie tient au déclin (vraisemblablement temporaire) de la demande européenne de gaz russe, ce qui a dégradé la capacité d'influence de ce pays sur le marché et a remis en cause son statut de « superpuissance énergétique ». Si les Européens profitent de l'occasion, en particulier pour améliorer la liquidité de leurs propres marchés gaziers et développer des approvisionnements alternatifs, ils seront moins vulnérables aux pressions russes après la fin de la crise.

Il est moins certain que la Russie devienne plus flexible sur des questions clés de politique étrangère pour les États-Unis. Indéniablement, la capacité de Moscou à dicter sa volonté à ses voisins, par exemple sur l'accès des troupes américaines aux bases militaires d'Asie centrale, s'est largement réduite. Au vu de l'évolution du contexte économique, le Kremlin va peut-être moins ressentir la présence des forces américaines en Asie centrale comme une menace et décider d'opter pour une approche plus coopérative. Le succès apparent des négociations russo-américaines sur le remplacement du traité START-II (Traité de réduction des armes stratégiques [Strategic Arms Reduction Treaty]) offre un autre motif d'espoir, puisque Moscou semble estimer que le coût du maintien d'un important arsenal nucléaire est trop élevé alors que la relation stratégique avec les États-Unis évolue. Cependant, il serait naïf d'ignorer l'autre possibilité : le ralentissement économique pourrait inciter les dirigeants de la Russie à chercher à conserver le soutien de leur population en entretenant ou en créant l'instabilité à ses frontières.



Pour les États-Unis et l'UE, la tâche principale consiste à laisser la voie de l'intégration économique ouverte à la Russie, tout en prenant des initiatives qui dissuaderont Moscou de tirer parti des difficultés de ses voisins pour accroître l'instabilité. Cela implique la promotion d'une coopération économique plus étroite entre la Russie et les pays occidentaux (notamment, avec les États-Unis, dont les liens économiques avec la Russie sont très limités) et, dans le même temps, de continuer à aider les voisins post-soviétiques de la Russie à faire face à la crise. L'interdépendance économique peut contribuer à créer une communauté d'intérêts et, avec le temps, à renforcer les relations politiques. L'intégration économique, qui nécessite, notamment, de conduire à son terme le processus d'adhésion de la Russie à l'OMC, aide à établir des règles et des procédures communes dont l'existence pourra renforcer la confiance des investisseurs étrangers nécessaire à la Russie pour répondre à l'appel à la modernisation lancé par Medvedev. Enfin, Moscou a besoin d'accéder aux marchés internationaux de capitaux au cours des prochaines années : l'Occident pourrait en profiter pour exiger des dirigeants russes qu'ils combattent efficacement la corruption et consolident l'État de droit.

L'évolution des relations de la Russie avec ses voisins servira de test pour comprendre si la crise a contribué ou non à résoudre certaines des principales préoccupations suscitées par la politique étrangère de Moscou. Ces dernières années, les conflits les plus sérieux entre la Russie et l'Occident ont toujours été liés d'une façon ou d'une autre à l'espace post-soviétique, des « révolutions de couleur » à la guerre en Géorgie. Pour que le « redémarrage » voulu par le président Obama prenne réellement effet, la Russie devra adopter une posture moins conflictuelle envers ses voisins post-soviétiques. D'une certaine manière, l'environnement mondial invite plus à l'optimisme aujourd'hui que ces dernières années, non seulement parce que la crise a réduit la capacité de la Russie à interférer chez ses voisins, mais aussi parce que l'élargissement de l'OTAN a été, pour l'heure, mis entre parenthèses. Cependant, certaines questions fondamentales en jeu dans les pays de la CEI demeurent en suspens, du transit de l'énergie *via* l'Ukraine (et la Biélorussie) à l'avenir de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Les voisins de la Russie ont, pour la plupart, souffert de la crise plus encore qu'elle-même ; le pouvoir russe est certainement tenté de profiter de leurs difficultés pour obtenir des gains unilatéraux malgré ses propres problèmes. Début 2010, Moscou et Minsk étaient en conflit au sujet de leurs obligations respectives en matière pétrolière, tandis que l'élection présidentielle ukrainienne menaçait de déclencher une nouvelle crise susceptible d'opposer la Russie aux puissances occidentales. Une autre coupure d'approvisionnement énergétique affectant l'Europe ou une nouvelle crise en Ukraine pourrait facilement enrayer le « redémarrage » et retarder la progression de l'intégration de la Russie et de l'Europe.

Un tel scénario exacerberait sans doute les réticences des investisseurs étrangers vis-à-vis de Moscou, remettant en question la modernisation économique prônée par Medvedev. Certes, l'économie russe va probablement renouer avec la croissance en 2010 (la Banque mondiale prévoit une croissance du PIB d'environ 3,2 %), mais celle-ci sera nettement inférieure à son niveau d'avant-crise et reposera

principalement sur les prix du pétrole<sup>29</sup>. Jusque là, malgré les exhortations du président, peu a été fait pour que l'avenir du pays à long terme repose sur une base durable. En outre, une sortie de crise rapide aura pour effet d'amoinrir l'incitation à mettre en œuvre une réforme ambitieuse. Il est clair que le succès de la modernisation voulue par Medvedev dépendra avant tout des décisions qui seront prises à Moscou même. L'Occident ne peut qu'encourager la Russie à agir d'une façon mutuellement bénéfique. Pour cela, il devra d'abord prouver sa crédibilité en tant qu'interlocuteur, ce qui implique la réorganisation et le rétablissement de sa propre économie.

---

<sup>29</sup> World Bank, *op. cit.* [5], p. 2-3.